



FORUM AFRISANTÉ 2018



SÉNÉGAL PAYS
INVITÉ D'HONNEUR

SOUS L'ÉGIDE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ - ROYAUME DU MAROC



Rapport Post-Événement FAS 2018

Networkez
efficacement
à travers notre
application mobile





FORUM AFRISANTÉ 2018

partenaires

Sponsor Gold



L'ASSURANCE DE VIVRE MIEUX

Sponsors Bronze

ALLIANCES



Partenaire Scientifique



Partenaires Média

Economie
Entreprises



LES AFRIQUES

Médecine du Maghreb

Médecine d'Afrique Noire

LA VIE ECO

Aujourd'hui

InfoMédicaine

LE MATIN



Performance des systèmes de santé

Le Forum Afrisanté 2018, pour sa 5ème édition, a rassemblé plus de 150 participants dont bon nombre d'experts renommés, africains francophones et européens, représentant les instances ministérielles de santé, le monde académique et les organisations internationales.

Dans son allocution inaugurale, le ministre de la santé du Maroc, M. Doukkali a rappelé les objectifs de la conférence, « enjeux et défis de la performance des systèmes de santé en Afrique » en insistant sur l'importance globale du secteur, au service du développement humain, de la cohésion sociale et territoriale.

Puis l'ensemble des débats, animés par une vingtaine d'intervenants de haut niveau, ont permis de mettre l'accent sur trois grands thèmes, qui se sont recoupés tout au long de ces 2 journées.

Tout d'abord celui très stratégique de la mise en perspective des différentes visions gouvernementales pour répondre aux besoins de santé des populations avec l'enjeu des financements.

Puis, très concrètement, le thème générique de l'accessibilité a été posé en termes de répartition géographique, d'infrastructures, du nombre de médecins et de leur répartition ainsi que l'accessibilité dans la prise en charge et l'accessibilité aux médicaments....

Enfin, les débats ont porté sur les améliorations à trouver du côté de la révolution digitale et du potentiel des nouvelles technologies médicales, télémédecine, e-santé, objets connectés et intelligence artificielle.

A cet effet, les principales idées retenues lors du Forum se présentent comme suit :

- La priorité n'est pas l'augmentation des budgets à 15 % comme le préconise la déclaration d'Abuja, mais de promouvoir des politiques de santé plus régionales pour répondre aux besoins de base des populations, en améliorant l'inter-sectorialité pour renforcer les capacités de financement et surtout l'accessibilité aux services de santé pour les populations les plus vulnérables.
- Le rôle du privé est indéniable aussi bien pour l'amélioration de la sécurité sanitaire, la prévention et le financement. L'enjeu majeur des deux secteurs est celui de la gouvernance.
- La couverture sanitaire universelle est une obligation morale mais également un investissement stratégique permettant non seulement l'amélioration des indicateurs sanitaires mais également socioéconomique.
- Les notions d'efficacité, d'équité et d'efficience imposent de revoir les modèles d'évaluation de la performance des systèmes de santé en réfléchissant sur les critères quantitatifs et qualitatifs adaptés à l'échelle des pays et même à l'échelle régionale, voir provinciale.
- La pérennité et la soutenabilité des politiques de santé imposent d'autres alternatives à la gratuité ou à l'assurance maladie classique. La notion de performance en matière de santé est une notion importante et comporte aussi bien des aspects qualitatifs que quantitatifs.
- La performance n'est pas nécessairement financière quoique le suivi des réalisations financières soit important dans un contexte de rareté de la ressource. La performance en matière de santé est constituée principalement par un ensemble d'indicateurs permettant de suivre dans le temps l'impact de l'investissement sur la santé des citoyens.



FORUM AFRISANTÉ 2018

synthèse

- Les améliorations de la performance des systèmes de santé sont liées à la recherche de modèles de financement novateurs capables d'être des leviers sur les déterminants sociaux de la santé, la contractualisation ou les PPP, la mobilisation et la formation des ressources humaines et la gouvernance du système dans sa globalité
- De leur côté, les bailleurs de fonds ne peuvent financer des projets d'infrastructures de santé, par définition coûteux, sans connaître les objectifs escomptés et sans système de suivi des réalisations. Dans ce sens, ils ont besoin d'outils de suivi et de monitoring de leurs investissements en vue de s'assurer que les objectifs escomptés soient réalisés.
- La mise en place d'outils de monitoring des performances en matière de santé est un outil indispensable en vue de maîtriser, corriger, ajuster...cette mise en place est aussi nécessaire pour standardiser les best practices. Ils constituent en fait un outil indispensable pour guider les politiques publiques puisqu'ils permettent de déterminer où se situent les sous-investissements et éventuellement les surinvestissements.
- Dans des cas pratiques, par exemple au Sénégal, la mise en place d'outils de monitoring a permis de constater une amélioration des performances, en raison de la disponibilité de l'information permettant de corriger les GAP constatés.
- Les approches centrées sur le patient font partie intégrante des critères de l'OMS qui met en exergue les notions qualitatives comme l'accessibilité, l'équité, la qualité du service perçue pour analyser une politique de santé.
- De même les systèmes d'information (NTIC) jouent un rôle prépondérant avec des applications dédiées à la santé de plus en plus nombreuses et touchent différents aspects, des fonctions administratives à celles en relation directe avec la santé du patient, prévention et suivi médical à distance.
- L'accessibilité est un élément majeur de la politique de santé qui va des infrastructures de soins à l'accès aux médicaments (production, distribution, prix)
- En ce qui concerne les infrastructures, il est important d'avoir une cartographie des besoins qui soit dynamique et permette la projection de ces mêmes besoins afin de prévoir et organiser les investissements. Cette cartographie doit permettre également de positionner les différentes infrastructures hospitalières et de diagnostics.
- Concernant le prix du médicament, plusieurs orientations font débats :
 - Orientation privilégiant la protection de la propriété intellectuelle des laboratoires : elle tend à limiter les médicaments génériques, elle se traduit par des durées de protection longues sur certains territoires avec comme corollaire un prix élevé du médicament
 - Orientation privilégiant la baisse des prix : par le moyen des génériques ou les licences obligatoires, nécessaires dans le cas d'épidémies.... Mais qui aurait comme corollaire une réduction des dépenses en R&D.

Le cas marocain a été présenté :

- Les prix du médicament sont régulés par voie réglementaire sur la base d'un benchmark des prix pratiqués dans plusieurs pays. Toutefois, cette baisse ne s'est pas traduite par une croissance importante de la dépense en médicaments.
- La consommation par habitant reste faible (environ 300 MAD)
- Nombre important de laboratoires
- Nombre important de sociétés de distribution avec des rentabilités faibles ;



FORUM AFRISANTÉ 2018

synthèse

- Situations difficiles en matière financière pour les pharmaciens d'officine
- Par ailleurs, nous assistons depuis quelques années à l'introduction de systèmes experts facilitant les aspects diagnostics ainsi que le suivi des patients. Ces systèmes experts, développés en collaboration avec des professionnels de la santé permettent la réalisation d'importants gains en temps en termes de diagnostic essentiellement ainsi qu'en matière de transmission. Ces systèmes sont aussi très importants pour les patients se trouvant dans des zones distantes ou enclavées. Les typologies de ces systèmes sont larges et touchent tous les domaines de la télémédecine.

Au terme des travaux de cette 5ème édition, les participants et les intervenants ont encore une fois salué l'initiative de i-conférences, et ce sont donnés rendez-vous en 2019 pour une 6ème édition toujours aussi fructueuse et riche en opportunité de débats et de networking.

* Pour télécharger les présentations de cette édition, visitez www.i-conferences.org



FORUM AFRISANTÉ 2018

verbatim

Anas Doukkali

Ministre de la Santé, Maroc

«Qu'il me soit permis à cette occasion d'adresser au nom de tous les acteurs de la santé du Royaume du Maroc mes plus vifs remerciements au pays, frères et partenaires ici présents pour l'intérêt qu'ils accordent à cet évènement. Le Forum Afrisanté est une belle occasion pour rassembler les responsables gouvernementaux, les professionnels de la société civile, les industriels pharmaceutiques ainsi que l'ensemble des parties prenantes invitées à intervenir activement et enrichir les débats pendant ces deux jours.»

Mr Alassane Seidou

Ministre de la Santé Publique, Bénin

«Le Forum Afrisanté 2018 est une occasion pour nous d'échanger pour que chaque pays fasse part de son expérience tout en envisageant une collaboration dans le but de surmonter les défis qui existent dans certaines régions. On n'est pas tous au même niveau de développement, il y a des pays en Afrique du nord qui ont les compétences dont nous avons besoin et grâce à Afrisanté, nous pouvons faire un transfert de compétences d'un pays du sud à un autre. »

Sonia Khayat

Directrice Générale des Structures Sanitaires Publiques Ministère de la Santé Publique, Tunisie

«Le Forum Afrisanté 2018 est une opportunité pour les pays africains de collaborer et identifier des mécanismes innovants afin de résoudre les problèmes communs auxquels nous sommes confrontés. Le but étant d'améliorer l'état des lieux pour la région de l'Afrique francophone. Les Ministères de la santé ont, depuis quelques temps, engagé le dialogue sociétal en impliquant les citoyens, les professionnels de la santé, les ONG ainsi que les élus privés et publics dans le but de répondre aux attentes du patriote et de ce fait, anticiper tout défi partagé par nos confrères.

Hamidou Oum Ramatou Ganda

Conseillère technique, Ministère de la Santé Publique du Niger

«Le Forum Afrisanté 2018 nous a permis de présenter un projet prioritaire qui nous tient à cœur et qui est la mise en place d'une industrie de fabrication de médicaments, ceci nous permettra notamment de diminuer l'importation»



FORUM AFRISANTÉ 2018

intervenants



M. Anass Doukali
Ministre de la Santé
Maroc



M. Alassane Seidou
Ministre de la Santé
Publique
Bénin



Sonia Khayat
Directrice Générale des
Structures Sanitaires
Publiques
Ministère de la Santé
Publique, Tunisie



Hamidou Oum
Ramatou Ganda
Conseillère technique
Ministère de la Santé
Publique
Niger



Philippe Walfard
Responsable adjoint
de la Division Santé et
Protection sociale
AFD



Naoufal El Khatib
Associé
Mazars



Layla Laassel Sentissi
Directrice Exécutive
AMIP



Pr. Jaafar Heikel
Président, INISAN,
Maroc



**Khadidiatou Sarr
Kebe**
Directrice Générale
HOGGY



Dr. Samira Guennif
Experte en Politique de
Santé
Centre d'Economie de
Paris Nord



Sami Dridi
Directeur Général
Tunisie et Afrique de
l'Ouest
IQVIA



Dr. Radouane Belouali
Directeur
Ecole Internationale de
Santé Publique



Mondher Letaief
Patient Safety and
Quality Programme
OMS



Jean-Michel Huet
Associé
Bearing Point



Isakha Diallo
Directeur
Convergence Santé



Dr. Farba Lamine Sall
Conseiller en
Economie de la Santé,
Organisation Mondiale
de la Santé



**Pr. El Mountacer
Charif Chefchaoui**
Gestionnaire hospitalier
et expert International



Ines Kara
Engagement Manager
McKinsey & Company



Khalid Zenjari
Dr régional du ministère
de la santé



FORUM AFRISANTÉ 2018

fas en images

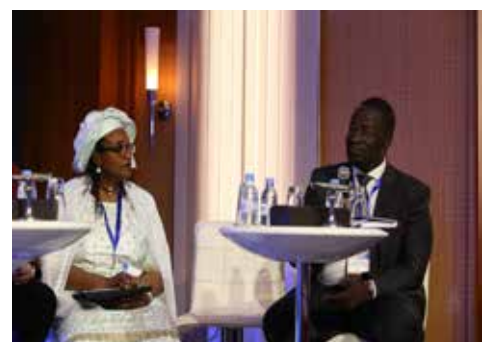
Séances plénières et innovation sessions



150 participants ont pris part aux travaux de cette édition 2018 du Forum Afrisanté



La séance inaugurale de cette 5ème édition a été marquée par la présence de Mr Anas Doukkali, Ministre de la Santé du Maroc, Mr Alassane Seidou, Ministre de la Santé Publique du Bénin ainsi que plusieurs délégations africaines en provenance de la Tunisie, Niger, Sénégal, Mali ...

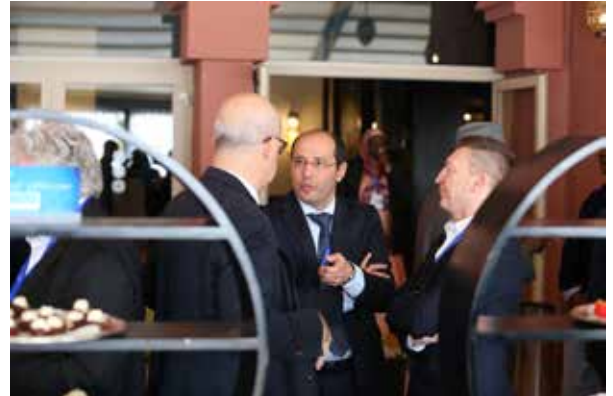




FORUM AFRISANTÉ 2018

fas en images

Espace b2b, déjeuners & dîner de gala



L'espace B2B, les déjeuners de Networking ainsi que le dîner VIP du FAS 2018 ont permis aux participants d'échanger, de débattre et de nouer des partenariats dans un cadre convivial.





FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!

L'ECONOMISTE.com

Comment financer la Santé en Afrique

Inégalités dans l'accès aux services de santé, déficit en infrastructure, mauvaise répartition de médecins par territoire... les maux de la santé en Afrique sont nombreux. Le continent demeure largement en retard en matière d'accès aux soins de qualité et de structures de soins. Les systèmes de santé africains restent particulièrement marqués par les inégalités d'accès aux soins entre les catégories sociales, et entre les milieux urbain et rural.

Cette disproportion s'explique notamment par le coût élevé que représente le fonctionnement des hôpitaux spécialisés et des établissements de formation, généralement implantés dans les centres urbains où les plus hauts revenus sont concentrés», souligne d'emblée le ministre de la Santé, Anass Doukkali, à l'ouverture du 5e forum Afrisanté qui poursuit ses travaux à Marrakech.

D'abord, parce que ces systèmes de santé sont encore jeunes puisqu'ils remontent pour l'essentiel à la période coloniale, impactée par la médecine des armées et que ce modèle a été reconduit même après l'indépendance. Résultat: 11 millions d'Africains basculent chaque année dans la pauvreté à cause du niveau élevé des paiements directs de santé.

Seize ans après les engagements d'Abuja, plusieurs pays d'Afrique peinent encore à honorer l'objectif de transfert de 15% de leur budget au secteur de la santé. Aujourd'hui, seuls quatre pays ont atteint l'objectif d'Abuja: le Malawi, le Swaziland, l'Afrique du Sud et l'Éthiopie. Au Maroc, ce budget est de 6%.

Protéger les personnes de la paupérisation engendrée par les paiements de santé est un défi majeur pour l'Afrique, insiste le professeur Jaâfar Heikel, président d'Inisan (Initiative Santé). Comment donc financer la santé ? Et quel modèle pour la couverture santé universelle? «L'Afrique doit inventer son propre modèle et ne pas s'inspirer des systèmes français et allemand qui ont prouvé leurs limites», insiste Heikel.

Pour le Dr Farba Hanine Sall, économiste de la santé au Sénégal, la solution n'est pas dans la gratuité. «Il faut d'ailleurs rompre avec ce vocabulaire et ce système qui ne fait qu'encourager les inégalités et renforcer la corruption». Au Bénin, les gouvernements précédents ont institué en 2009 la gratuité de la césarienne dans les hôpitaux publics. Cette gratuité a augmenté le taux de césarienne et augmenté les dépenses de l'état, indique le ministre de la Santé du Bénin, Abassane Sedou.

Au lieu de la gratuité, le gouvernement béninois vient d'adopter un projet d'assurance pour le renforcement du capital humain. Ce projet est destiné à accroître la capacité et l'accès des Béninois, notamment les plus démunis, aux services sociaux de base et consacre le principe de la subvention par l'Etat, du paiement des primes d'assurance pour cette catégorie.

Dépenses santé au Maroc

Budget global de la santé (BGS)	14,7 milliards de DH
Dépenses totales en santé (DTS)	52 milliards de DH
Part des ménages dans les DTS	57%
Budget de fonctionnement/BGS	85%
Budget affecté à la prévention	9%
Dépenses de santé des ménages dans les structures de santé publiques	4,4%
Dépenses de santé des ménages dans les structures de santé privées	88,7%
Part du budget de la santé en % du PIB	6,2%
Dépense en santé par hab/an	1.550 DH
Couverture médicale AMO et Ramed	53% de la population

Source: Comptes nationaux de Santé - Ministère de la santé

Au Maroc où la santé représente 6% du budget de l'Etat, la part des ménages dans les dépenses totales en santé est de 57%



FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!



AfriSanté : C'est parti pour la 5^{ème} édition

La ville de Marrakech accueillera les 21 et 22 février les travaux de la 5^e édition du Forum africain de la santé (AfriSanté-2018), un événement placé cette année sous le thème «Performance des systèmes de santé en Afrique».

Ce forum annuel du secteur de la santé en Afrique du nord, de l'ouest et centrale, organisé par «i-conférences» sous l'égide du ministère de la santé, s'impose aujourd'hui comme le rendez-vous le plus important des stratégies et politiques de santé en Afrique francophone et favorise le partenariat Sud-Sud, indique un communiqué des organisateurs. Il verra la participation de ministres africains de tutelle et de responsables du secteur venant notamment du Sénégal, Tchad, Niger, République centrafricaine, Tunisie et Djibouti, entre autres, précise-t-on de même source.

L'AfriSanté-2018 servira ainsi d'occasion pour plus de 300 acteurs publics et privés du secteur de la santé d'échanger autour des déterminants de la performance des systèmes de santé ainsi que des stratégies d'amélioration et des défis relatifs à l'accès aux soins, ajoute-t-on.

Au menu de ce conclave figure une série de plénières thématiques pour des débats et échanges entre représentants des gouvernements, des professionnels, des opérateurs du secteur, des organismes de financement et de coopération, des experts internationaux, des fournisseurs de solutions et de matériels, ainsi que toutes les parties prenantes au développement du secteur de la santé dans la région. Cette rencontre se veut ainsi une plate-forme pour des rencontres B2B d'échanges, ainsi qu'une véritable vitrine de découverte des dernières nouveautés et innovations dans le secteur de la santé au niveau continental.

En marge de cette 5^e édition, une séance d'appels à projets est également programmée, animée par les ministres de la santé dans la région.



FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!



5ème Forum Afrisanté à Marrakech : Quel financement pour développer la santé ?

Le constat est entériné, mercredi à Marrakech, par Anas Doukkali, tout comme d'autres participants, au 5ème Forum Afrisanté initié par i-Conférences. Cet écart est notamment perceptible entre les milieux urbain et rural. Dans le continent, le secteur fait l'objet de piliers primordiaux censés gagner en intérêt.

4 leviers

Il s'agit, selon le ministre de la santé, de «la couverture sanitaire universelle, du financement, du coût d'accès aux services de soin et de la consolidation de programmes de santé, notamment celle infantile». Le ministre, qui estime que l'évaluation de la performance d'un pays est un exercice complexe, voire nécessaire pour mener des réformes, ne manque pas d'évoquer l'expérience du Royaume. Comme il le rappelle, le Maroc s'est engagé depuis 2015 dans des réformes pour lutter contre les inégalités, voire répondre aux besoins de certaines couches sociales, notamment les femmes et les personnes à besoins particuliers.



«Le système africain de santé est marqué par des inégalités d'accès aux soins».

15% du budget des Etats à dédier à la santé

A son tour, Pr. Jaafar Heikel, expert international en management sanitaire et président du Groupe Inisan, met l'accent sur le financement. Il précise dans ce sens que le Maroc réserve 6% du budget de l'Etat à la santé. «Ce taux varie de 10 à 12% dans d'autres pays au moment où la Déclaration d'Abuja recommande 15%», souligne-t-il. Seulement 4 pays ont, selon ses dires, réussi à répondre à cette Déclaration. Il s'agit du Malawi, du Swaziland, de l'Afrique du Sud et de l'Ethiopie. L'intervenant enchaîne sur une lancée de données chiffrées en précisant également que les parts payées directement par les ménages s'élèvent à plus de 50% au Maroc. Ce taux est de 43% dans d'autres pays. «Les pays d'Afrique veulent la couverture sanitaire universelle», poursuit Pr Heikel. Dans ce sens, il énumère les modèles importés qui n'ont pas apporté les résultats escomptés. Le Maroc a, quant à lui, un système qu'il qualifie de «mixte». Au niveau du continent, l'accessibilité aux médicaments, entre autres, a été améliorée. «Mais on est loin de répondre aux besoins», estime l'expert.

Aperçu du système béninois

Egalement de la partie, Alassane Seidou, ministre de la santé publique du Bénin, livre son regard sur le secteur dans le continent et donne un aperçu du système sanitaire de son pays. «On ne peut rien faire sans associer le secteur public», indique-t-il. Le responsable béninois précise également que l'Etat accorde des bourses au secteur privé pour améliorer les compétences. «L'accessibilité financière, c'est là où il y a des problèmes. Nous n'avons pas encore l'assurance maladie universelle», ajoute le ministre béninois. Le responsable conduit, de plus, l'exemple des initiatives entreprises par son pays pour un accès gratuit aux soins, notamment de paludisme et d'hépatites.

«Pour la dialyse, c'est l'Etat qui paie également», ajoute-t-il. Cette gratuité, qui n'est pas à son sens la bonne option, a d'ailleurs fait l'objet de débat important lors de l'événement. «Il faut construire la route et fournir de l'eau avant de parler santé», martèle-t-il. M. Seidou indique également que son pays a, de surcroît, répertorié les personnes les plus pauvres afin de mieux cibler les bénéficiaires des soins. A propos de la réponse à la recommandation de la Déclaration d'Abuja, il estime que «c'est possible mais progressivement». A son tour, Dr Khalid Zenjari, directeur régional du ministère de la santé dans la région Marrakech-Safi, estime que la gratuité est un handicap pour le développement. «C'est le financement qui fait développer le système de santé», conclut-il.



FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!

MAROC
DIPLOMATIQUE

Anass Doukkali appelle les professionnels à contribuer efficacement à la performance des systèmes de santé en Afrique

Le ministre de la Santé, Anass Doukkali a appelé, mercredi à Marrakech, tous les acteurs et les professionnels du secteur à s'impliquer davantage afin de contribuer efficacement à la performance des systèmes de santé en Afrique.

Intervenant à l'ouverture de la 5^e édition du Forum africain de la santé (AfriSanté-2018), qui se tient les 21 et 22 février sous le thème « Performance des systèmes de santé en Afrique », M. Doukkali a souligné l'impératif d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies pertinentes devant permettre de dépasser les contraintes en vue d'améliorer les performances des services rendus aux usagers, dans la perspective plus prometteuse d'amélioration l'état de santé global des populations africaines.

Dans ce cadre, il a soulevé l'urgence d'initier ou de poursuivre de multiples chantiers de réformes qui touchent à la gouvernance de ces systèmes, à leur organisation, leur financement, leur système d'information sanitaire et leurs ressources humaines et matérielles.

A ce titre, il a fait savoir que les relations de coopération « Sud-Sud » liant le Maroc aux pays frères d'Afrique, notamment dans le domaine de la santé, ont toujours constitué un axe important de la politique africaine du Royaume, ajoutant que cette ambitieuse politique qui a connu ces dernières années un tournant majeur, particulièrement suite au retour du Maroc au sein de l'Union Africaine, exprime l'engagement assumé et confirmé du Royaume en faveur d'une coopération renouvelée et cohérente, porteuse de nouvelles opportunités en faveur du codéveloppement et de la co-émergence du continent.

Le ministre, qui n'a pas manqué de mettre en exergue les réformes et les efforts déployés par le Royaume pour améliorer la performance du système national de santé, a précisé que le programme gouvernemental a accordé une importance particulière au secteur de la santé, notamment dans son axe relatif au renforcement du développement humain et de la cohésion sociale et territoriale.

Dans cette optique, il a indiqué que l'amélioration et l'extension des services de santé devrait s'appuyer selon ledit programme sur 4 leviers, à savoir la couverture sanitaire universelle, le renforcement de l'accès aux soins et services de santé, la consolidation de la santé maternelle et infantile comme priorité nationale stratégique et le renforcement des ressources humaines de la santé.

>>Lire aussi : La BERD se félicite de l'excellence de ses relations de partenariat avec le Maroc

Organisé par « i-conférences » sous l'égide du ministère de la santé, ce forum annuel du secteur de la santé en Afrique s'impose aujourd'hui comme le rendez-vous le plus important des stratégies et politiques de santé en Afrique francophone et favorise le partenariat sud-sud.

Cette rencontre se veut ainsi une plateforme pour des rencontres B2B d'échanges, ainsi qu'une véritable vitrine de découverte des dernières nouveautés et innovations dans le secteur de la santé au niveau continental.

L'AfriSanté-2018 connaît la participation des ministres africains de tutelle et de responsables du secteur venant notamment du Bénin, Niger, Sénégal, Tchad, République centrafricaine et de Tunisie, en vue d'échanger autour des déterminants de la performance des systèmes de santé ainsi que des stratégies d'amélioration et des défis relatifs à l'accès aux soins.

Au menu de ce conclave figure une série de plénières thématiques pour des débats et échanges entre représentants des gouvernements, des professionnels, des opérateurs du secteur, des organismes de financement et de coopération, des experts internationaux, des fournisseurs de solutions et de matériels, ainsi que toutes les parties prenantes au développement du secteur de la santé dans la région.



FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!

LE MATIN.ma

AfriSanté-2018 Plaidoyer pour des systèmes de santé performants en Afrique

Les professionnels et décideurs nationaux et étrangers de la santé ont plaidé à Marrakech à l'occasion de la cinquième édition du Forum africain de la santé, qui s'est tenu les 21 et 22 février, pour l'amélioration de la performance des systèmes de santé en Afrique en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

À l'occasion de la cinquième édition du Forum africain de la santé (AfriSanté-2018), qui s'est tenu les 21 et 22 février, sur le thème «Performance des systèmes de santé en Afrique», les participants ont appelé à mettre en œuvre des stratégies et des approches multisectorielles pertinentes permettant d'améliorer l'état de santé des populations. Ils ont jugé nécessaire de renforcer ces systèmes de santé à travers le financement basé sur la performance et l'amélioration quantitative et qualitative de l'offre des soins et des prestations médicales offertes aux populations. Intervenant à l'ouverture des travaux, le ministre de la Santé, Anass Doukkali, a appelé tous les acteurs et les professionnels du secteur à s'impliquer davantage afin de contribuer efficacement à la performance des systèmes de santé en Afrique. Il a souligné l'impératif d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies pertinentes devant permettre de dépasser les contraintes en vue d'améliorer les performances des services rendus aux usagers, dans la perspective plus prometteuse d'amélioration de l'état de santé global des populations africaines. Dans ce cadre, il a soulevé l'urgence d'initier ou de poursuivre de multiples chantiers de réformes qui touchent à la gouvernance de ces systèmes, à leur organisation, leur financement, leur système d'information sanitaire et leurs ressources humaines et matérielles.

À ce titre, il a fait savoir que les relations de coopération Sud-Sud liant le Maroc aux pays frères d'Afrique, notamment dans le domaine de la santé, ont toujours constitué un axe important de la politique africaine du Royaume, ajoutant que cette ambitieuse politique, qui a connu ces dernières années un tournant majeur, particulièrement suite au retour du Maroc au sein de l'Union africaine, exprime l'engagement assumé et confirmé du Royaume en faveur d'une coopération renouvelée et cohérente, porteuse de nouvelles opportunités en faveur du codéveloppement et de la co-émergence du continent.

Le ministre, qui n'a pas manqué de mettre en exergue les réformes et les efforts déployés par le Royaume pour améliorer la performance du système national de santé, a précisé que le programme gouvernemental a accordé une importance particulière au secteur de la santé, notamment dans son axe relatif au renforcement du développement humain et de la cohésion sociale et territoriale.

Dans cette optique, il a indiqué que l'amélioration et l'extension des services de santé devraient s'appuyer selon ledit programme sur 4 leviers, à savoir la couverture sanitaire universelle, le renforcement de l'accès aux soins et services de santé, la consolidation de la santé maternelle et infantile comme priorité nationale stratégique et le renforcement des ressources humaines de la santé.

Dans une allocution lue en son nom, le ministre tunisien de la Santé, Imed Hammami, a mis l'accent sur l'importance de mutualiser les bonnes volontés et d'échanger autour de stratégies pour booster la performance, à travers l'échange d'expérience en matière de financement, de maîtrise des coûts, de formation du personnel et de complémentarité entre les secteurs public et privé, outre le renforcement de la coopération en matière de recherche, de sécurité et de veille sanitaire.



Cette rencontre se veut une plateforme pour des rencontres B2B d'échanges, ainsi qu'une véritable vitrine de découverte des dernières nouveautés et innovations dans le secteur de la santé au niveau continental. Ph. DR



FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!

LE MATIN.ma

M. Hammami, qui a mis en exergue l'état du système de santé tunisien et ses défis, a fait savoir que ce système se trouve aujourd'hui confronté à de nombreux défis liés au financement, à l'organisation, à la gouvernance et plus particulièrement à la sécurité sanitaire, en raison, notamment des transitions démographiques que vit le pays, des mutations épidémiologiques et de l'introduction de technologies et de médicaments innovants pour la prise en charge des pathologies, ainsi qu'aux prestations préventives.

Pour la conseillère technique du ministère de la Santé publique du Niger, Hamidou Oum Ramatou Ganda, la difficulté de la réalisation de la performance des systèmes de santé en Afrique est due, particulièrement, au manque de financement et de ressources humaines qualifiées, de disponibilité des structures de soins à la population, de médicaments et des examens complémentaires.

Elle a, également, indiqué que le système de santé dans la République du Niger souffre de plusieurs obstacles liés au financement où la gratuité des soins ne profite pas à l'ensemble de la population, alors que la majorité des habitants, ayant un niveau de vie assez bas, n'ont pas une accessibilité réelle aux soins, outre le problème de disponibilité de médicaments génériques.

De son côté, le ministre de la Santé du Bénin, Allassane Seidou, a indiqué que plusieurs défis doivent être relevés pour accéder à une certaine performance du système de la santé, à savoir ceux ayant trait aux infrastructures, aux ressources humaines, à l'organisation des services de santé, aux plateaux techniques et au matériel medico-technique.

Selon Allassane Seidou, le gouvernement béninois a essayé de remédier à ces problèmes à travers la diversification de la formation et la création d'un projet de construction d'un centre de référence visant à limiter les évacuations sanitaires qui sont très onéreuses pour le pays, ainsi que d'envisager la régionalisation de la fonction publique dans le secteur de la santé.

Organisé par «i-Conférences» sous l'égide du ministère de la Santé, ce forum annuel du secteur de la santé en Afrique s'impose aujourd'hui comme le rendez-vous le plus important des stratégies et politiques de santé en Afrique francophone et favorise le partenariat Sud-Sud.

Cette rencontre se veut ainsi une plateforme pour des rencontres B2B d'échanges, ainsi qu'une véritable vitrine de découverte des dernières nouveautés et innovations dans le secteur de la santé au niveau continental. L'AfriSanté-2018 connaît la participation des ministres africains de tutelle et de responsables du secteur venant notamment du Bénin, du Niger, du Sénégal, du Tchad, de la République centrafricaine et de Tunisie, en vue d'échanger autour des déterminants de la performance des systèmes de santé ainsi que des stratégies d'amélioration et des défis relatifs à l'accès aux soins.

Au menu figurait une série de plénières thématiques pour des débats et échanges entre représentants des gouvernements, des professionnels, des opérateurs du secteur, des organismes de financement et de coopération, des experts internationaux, des fournisseurs de solutions et de matériels, ainsi que toutes les parties prenantes au développement du secteur de la santé dans la région.

Cette rencontre se veut ainsi une plateforme pour des rencontres B2B d'échanges, ainsi qu'une véritable vitrine de découverte des dernières nouveautés et innovations dans le secteur de la santé au niveau continental.



FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!



AFRISANTÉ 2018 : La performance des systèmes de santé au centre des débats

La 5ème édition du Forum africain de la santé (AfriSanté-2018) s'est tenue les 21 et 22 février dernier à Marrakech. Réunis sous le thème « Performance des systèmes de santé en Afrique », les professionnels et décideurs marocains et étrangers ont échangé sur divers aspects relatifs à la bonne marche du secteur de la santé et autour des défis relatifs à l'accès aux soins.

Le forum AfriSanté, organisé par « i-conférences » sous l'égide du ministère marocain de la santé, est un rendez-vous annuel du secteur de la santé en Afrique devenu incontournable pour la qualité des sujets débattus et les stratégies et politiques de santé en Afrique francophone abordées dans le cadre d'échanges favorisant un partenariat Sud-Sud.

La rencontre se définit comme une plateforme accueillant des rencontres d'échanges, et où sont exposées les dernières nouveautés et innovations du secteur de la santé au plan continental.

L'édition AfriSanté 2018 a vu la participation de plusieurs ministres africains et des responsables du secteur de la santé venant du Bénin, de la Centrafrique, du Niger, du Sénégal, du Tchad et de Tunisie.

Il s'agit pour eux d'œuvrer pour l'amélioration de la performance des systèmes de santé en Afrique afin d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Tout en appelant à la mise sur pied des stratégies et approches multisectorielles à même d'améliorer l'état de santé des populations, ils ont surtout plaidé pour le renforcement de ces systèmes de santé. Cela par le biais d'un financement basé sur « la performance et l'amélioration quantitative et qualitative de l'offre des soins et des prestations médicales offertes aux populations ».

L'importance d'une mutualisation des bonnes volontés a été soulignée par le ministre tunisien de la Santé, Imed Hammami, dans une allocution lue en son nom. En outre, il insiste sur la nécessité d'échanger autour de stratégies permettant de booster la performance, à travers l'échange d'expérience dans le domaine du financement, de maîtrise des coûts, de formation du personnel et de

complémentarité entre les secteurs public et privé, en plus du renforcement de la coopération en matière de recherche, de sécurité et de veille sanitaire.

Évoquant l'expérience tunisienne en la matière, M. Hammami explique que ce système est confronté, à l'heure actuelle, à de nombreux défis liés au financement, à l'organisation, à la gouvernance et plus particulièrement à la sécurité sanitaire. A cause notamment des transitions démographiques en cours dans son pays, des mutations épidémiologiques et de l'introduction de technologies et de médicaments innovants pour la prise en charge des pathologies, ainsi qu'aux prestations préventives.

Pour la conseillère technique du ministère de la Santé publique du Niger, Hamidou Oum Ramatou Ganda, la difficulté de la réalisation de la performance des systèmes de santé en Afrique est surtout liée au manque de financement et de ressources humaines qualifiées, de disponibilité des structures de soins, de médicaments et des examens complémentaires. Ainsi, le système de santé du Niger souffre de plusieurs obstacles liés au financement. La gratuité des soins ne profite pas à l'ensemble de la population, alors que la majorité des habitants, aux revenus très faibles, n'ont pas un accès aux soins, sans compter le problème de disponibilité de médicaments génériques.

Le ministre de la santé du Bénin, Alassane Seidou, estime quant à lui qu'il faut faire face à plusieurs défis pour obtenir un système de santé efficient, notamment au niveau des infrastructures, des ressources humaines, de l'organisation des services de santé, des plateaux techniques et du matériel approprié. Le gouvernement béninois tente d'y remédier, indique-t-il, à travers la diversification de la formation et la création envisagée d'un centre de référence afin de limiter les évacuations sanitaires à l'extérieur qui sont très coûteuses pour le budget national, ainsi que l'option de la régionalisation de la fonction publique dans le secteur de la santé.

Il y a eu également, au cours de la rencontre, un certain nombre de plénières thématiques avec des débats et échanges entre représentants des gouvernements, des professionnels et opérateurs du secteur, des organismes de financement et de coopération, des fournisseurs de solutions et de matériels, des experts internationaux, ainsi que toutes les parties prenantes au développement du secteur de la santé dans la région.



FORUM AFRISANTÉ 2018



Marrakech : Anass Doukkali appelle les professionnels à contribuer efficacement à la performance des systèmes de santé en Afrique

Marrakech, 21/02/2018 (MAP) - Le ministre de la Santé, Anass Doukkali a appelé, mercredi à Marrakech, tous les acteurs et les professionnels du secteur à s'impliquer davantage afin de contribuer efficacement à la performance des systèmes de santé en Afrique.

Intervenant à l'ouverture de la 5^e édition du Forum africain de la santé (AfriSanté-2018), qui se tient les 21 et 22 février sous le thème «Performance des systèmes de santé en Afrique», M. Doukkali a souligné l'impératif d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies pertinentes devant permettre de dépasser les contraintes en vue d'améliorer les performances des services rendus aux usagers, dans la perspective plus prometteuse d'amélioration l'état de santé global des populations africaines.

Dans ce cadre, il a soulevé l'urgence d'initier ou de poursuivre de multiples chantiers de réformes qui touchent à la gouvernance de ces systèmes, à leur organisation, leur financement, leur système d'information sanitaire et leurs ressources humaines et matérielles.

A ce titre, il a fait savoir que les relations de coopération «Sud-Sud» liant le Maroc aux pays frères d'Afrique, notamment dans le domaine de la santé, ont toujours constitué un axe important de la politique africaine du Royaume, ajoutant que cette ambitieuse politique qui a connu ces dernières années un tournant majeur, particulièrement suite au retour du Maroc au sein de l'Union Africaine, exprime l'engagement assumé et confirmé du Royaume en faveur d'une coopération renouvelée et cohérente, porteuse de nouvelles opportunités en faveur du codéveloppement et de la co-émergence du continent.

Le ministre, qui n'a pas manqué de mettre en exergue les réformes et les efforts déployés par le Royaume pour améliorer la performance du système national de santé, a précisé que le programme gouvernemental a accordé une importance particulière au secteur de la

santé, notamment dans son axe relatif au renforcement du développement humain et de la cohésion sociale et territoriale.

Dans cette optique, il a indiqué que l'amélioration et l'extension des services de santé devrait s'appuyer selon ledit programme sur 4 leviers, à savoir la couverture sanitaire universelle, le renforcement de l'accès aux soins et services de santé, la consolidation de la santé maternelle et infantile comme priorité nationale stratégique et le renforcement des ressources humaines de la santé.

Organisé par «i-conférences» sous l'égide du ministère de la santé, ce forum annuel du secteur de la santé en Afrique s'impose aujourd'hui comme le rendez-vous le plus important des stratégies et politiques de santé en Afrique francophone et favorise le partenariat sud-sud.

Cette rencontre se veut ainsi une plateforme pour des rencontres B2B d'échanges, ainsi qu'une véritable vitrine de découverte des dernières nouveautés et innovations dans le secteur de la santé au niveau continental.

L'AfriSanté-2018 connaît la participation des ministres africains de tutelle et de responsables du secteur venant notamment du Bénin, Niger, Sénégal, Tchad, République centrafricaine et de Tunisie, en vue d'échanger autour des déterminants de la performance des systèmes de santé ainsi que des stratégies d'amélioration et des défis relatifs à l'accès aux soins.

Au menu de ce conclave figure une série de plénières thématiques pour des débats et échanges entre représentants des gouvernements, des professionnels, des opérateurs du secteur, des organismes de financement et de coopération, des experts internationaux, des fournisseurs de solutions et de matériels, ainsi que toutes les parties prenantes au développement du secteur de la santé dans la région.



FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!



Plaidoyer à Marrakech pour des systèmes de santé performants en Afrique en vue d'atteindre les ODD

Marrakech, 21/02/2018 (MAP). Les professionnels et décideurs nationaux et étrangers de la santé ont plaidé, mercredi à Marrakech, pour l'amélioration de la performance des systèmes de santé en Afrique en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

A l'occasion de la 5^e édition du Forum africain de la santé (AfriSanté-2018), qui se tient les 21 et 22 février, sous le thème «Performance des systèmes de santé en Afrique», ces professionnels ont appelé à mettre en œuvre des stratégies et des approches multisectorielles pertinentes permettant d'améliorer l'état de santé des populations.

Ils ont jugé nécessaire de renforcer ces systèmes de santé à travers le financement basé sur la performance et l'amélioration quantitative et qualitative de l'offre des soins et des prestations médicales offertes aux populations.

Dans une allocution lue en son nom, le ministre tunisien de la Santé, Imed Hammami, a mis l'accent sur l'importance de mutualiser les bonnes volontés et d'échanger autour de stratégies pour booster la performance, à travers l'échange d'expérience en matière de financement, de maîtrise des coûts, de formation du personnel et de complémentarité entre les secteurs public et privé, outre le renforcement de la coopération en matière de recherche, de sécurité et de veille sanitaire.

M. Hammami qui a mis en exergue l'état du système de santé tunisien et ses défis, a fait savoir que ce système se trouve aujourd'hui confronté à de nombreux défis liés au financement, à l'organisation, à la gouvernance et plus particulièrement à la sécurité sanitaire, en raison, notamment des transitions démographiques que vit le pays, des mutations épidémiologiques et de l'introduction de technologies et de médicaments innovants pour la prise en charge des pathologies, ainsi qu'aux prestations préventives.

Pour la conseillère technique du ministère de la Santé publique du Niger, Hamidou Oum Ramatou Ganda, la difficulté de la réalisation de la performance des systèmes de santé en Afrique est due, particulièrement, au manque de financement et de ressources humaines qualifiées, de disponibilité des structures de soins à la population, de médicaments et des examens complémentaires.

Elle a, également, indiqué que le système de santé dans la République du Niger souffre de plusieurs obstacles liés au financement où la gratuité des soins ne profite pas à l'ensemble de la population, alors que la majorité des habitants, ayant un niveau de vie assez bas, n'ont pas une accessibilité réelle aux soins, outre le problème de disponibilité de médicaments génériques.

De son côté, le ministre de la santé du Bénin, Allassane Seidou, a indiqué que plusieurs défis doivent être relevés pour accéder à une certaine performance du système de la santé, à savoir ceux ayant trait aux infrastructures, aux ressources humaines, à l'organisation des services de santé, aux plateaux techniques et au matériel medicotechnique.

Selon Allassane Seidou, le gouvernement béninois a essayé de remédier à ces problèmes à travers la diversification de la formation et la création d'un projet de construction d'un centre de référence visant à limiter les évacuations sanitaires qui sont très onéreuses pour le pays, ainsi que d'envisager la régionalisation de la fonction publique dans le secteur de la santé.

Organisé par «i-conférences» sous l'égide du ministère de la santé, ce forum annuel du secteur de la santé en Afrique s'impose aujourd'hui comme le rendez-vous le plus important des stratégies et politiques de santé en Afrique francophone et favorise le partenariat sud-sud.



FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!



Cette rencontre se veut ainsi une plateforme pour des rencontres B2B d'échanges, ainsi qu'une véritable vitrine de découverte des dernières nouveautés et innovations dans le secteur de la santé au niveau continental.

L'AfriSanté-2018 connaît la participation des ministres africains de tutelle et de responsables du secteur venant notamment du Bénin, Niger, Sénégal, Tchad, République centrafricaine et de Tunisie, en vue d'échanger autour des déterminants de la performance des systèmes de santé ainsi que des stratégies d'amélioration et des défis relatifs à l'accès aux soins.

Au menu de ce conclave figure une série de plénières thématiques pour des débats et échanges entre représentants des gouvernements, des professionnels, des opérateurs du secteur, des organismes de financement et de coopération, des experts internationaux, des fournisseurs de solutions et de matériels, ainsi que toutes les parties prenantes au développement du secteur de la santé dans la région.



FORUM AFRISANTÉ 2018

...et la presse
en parle!



www.youtube.com/watch?v=R1K-fjABFyo

Minutes 32:58

www.i-conferences.org

Suivez nous sur [i-conférences tv](#) 